

# Baromètre

## « Les Français et leur empreinte carbone »

### *Vague 2*



Baromètre



réalisé par **ODOXA**

CONTACT ODOXA

Erwan Lestrohan - Directeur Conseil

[erwan.lestrohan@odoxa.fr](mailto:erwan.lestrohan@odoxa.fr)

06.72.42.84.71

# Méthodologie



## Recueil

Enquête réalisée par Internet du **29 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2022**.

*La première vague du baromètre « Les Français et leur empreinte carbone » a été réalisée du 30 juin au 2 juillet 2021.*



## Echantillon

Echantillon de **1 533 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

*La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.*

*La population des régions EBRA a volontairement été surreprésentée pour permettre des lectures spécifiques sur ces territoires. Ces régions sont pondérées à leur poids réel dans la population française pour garantir la fiabilité des résultats d'ensemble. 265 interviews ont été réalisées en région Auvergne-Rhône-Alpes, 165 en Bourgogne-Franche-Comté, 330 dans la région Grand Est (dont 128 en Lorraine et 133 en Alsace) et 105 en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.*

# Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

*Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].*

# Entre inflation et essoufflement de l'implication citoyenne, les Français attendent que l'Etat accompagne leur mue écologique pour sortir de l'impasse actuelle



## Les préoccupations écologiques des Français demeurent très élevées en 2022

- La protection de l'environnement est toujours aussi fondamentale pour les Français : 94% la jugent importante (+1pt vs. 2021).
- Pour 6 sur 10 d'entre eux (59%), il faut poursuivre les politiques d'environnement en période de crise car elles ne sont pas incompatibles avec la croissance et l'emploi.

*« J'essaie de faire moins de choses en voiture mais l'alimentation reste un point où les produits venant de l'étranger sont assez peu chers par rapport aux produits français »*

Citation d'un Français interviewé

## L'implication des Français est importante mais progressera-t-elle assez vite, dans un contexte inflationniste, pour répondre aux enjeux actuels ?

- Aujourd'hui seuls 3 Français sur 10 privilégient les produits les plus respectueux de l'environnement (29%) contre 70% priorisant ceux offrant le meilleur rapport qualité-prix.
- En comparaison à il y a 1 an, le concept d'empreinte carbone reste mal maîtrisé : tous les Français en ont entendu parler (95%) mais seuls 49% savent précisément ce dont il s'agit (+1pt) et ils sont plus nombreux cette année à considérer que limiter son empreinte carbone est coûteux (71%, +7pts) et compliqué (67%, +4pts).
- Au quotidien, seules certaines éco-pratiques ont majoritairement été mises en place et leur adoption stagne : 66% des Français limitent les livraisons à domicile de repas (-2pts), seuls 52% mangent moins de viande rouge (-1pt) et 39% ont renoncé à se déplacer en voiture au quotidien (+6pts).
- D'ailleurs, 1 Français sur 2 (49%) déclare qu'il lui serait difficile de changer ses habitudes quotidiennes en matière de transports.



## Pour briser le plafond de verre de l'implication personnelle, un engagement plus important de l'Etat est attendu, à travers des aides financières notamment

- Les Français sont très majoritairement convaincus que réduire « vraiment » notre empreinte carbone n'implique pas seulement de changer de petites choses mais toute notre manière de vivre (77%) et ils jugent que c'est l'Etat qui doit conduire ce changement en donnant plus de moyens d'agir aux citoyens (73%).
- Les souhaits d'accompagnement par l'Etat sont prioritairement tournés vers un soutien matériel comme des aides pour encourager à changer d'organisation (57%) et des primes pour les personnes triant systématiquement tous leurs déchets (50%).

# Le regard des experts sur les résultats

**Pour Xavier Antoyé, Rédacteur en Chef du Progrès, du Bien Public et du Journal de Saône et Loire**

*« Les Français sont lucides : le changement climatique est avéré et, pour limiter son impact, nous devons faire des efforts très importants. Efforts qui semblent hors de portée des individus. Dans un contexte économique difficile, nos concitoyens en appellent donc à l'Etat pour soutenir la transition énergétique. En revanche, l'empreinte carbone est toujours mal connue, alors qu'il s'agit d'un outil pertinent pour évaluer l'ampleur des changements nécessaires. Nous devons la rendre encore plus concrète. »*

**Pour Sabrina Soussan, Présidente Directrice Générale de SUEZ**

*« L'été 2022 a abouti à une vraie prise de conscience de la société concernant l'urgence environnementale et la nécessité de préserver l'eau qui est un bien qui se raréfie. De nombreuses solutions existent pour favoriser les économies, stocker l'eau, développer le recours au recyclage des eaux usées en France ou encore produire plus d'eau potable à partir de l'eau de mer dans des zones de stress hydrique. Dans le domaine de l'eau mais aussi des déchets, SUEZ met à la disposition de ses clients son expertise pour leur fournir l'accès à ces services essentiels à travers des solutions innovantes et résilientes. »*

**Pour Erwan Lestrohan, Directeur Conseil ODOXA**

*« Une idée a plus particulièrement fait son chemin chez les Français : celle que nous ne pourrons plus vivre comme avant. 77% de nos concitoyens jugent que pour vraiment réduire notre empreinte carbone, il faut changer toute notre manière de vivre. Et ils considèrent que l'ensemble de la société (citoyens, entreprises, Etat, ...) doit se mobiliser au quotidien, la responsabilité face aux enjeux climatiques étant devenue une norme incontournable. Notre enquête montre aussi que l'adoption de certaines éco-pratiques s'essouffle chez les Français, pour des raisons aussi culturelles qu'économiques. Et qu'ils attendent d'être accompagnés par l'Etat pour aller au-delà de leurs efforts individuels et réaliser la mue écologique et le changement de mode de vie qu'impose la situation actuelle. »*

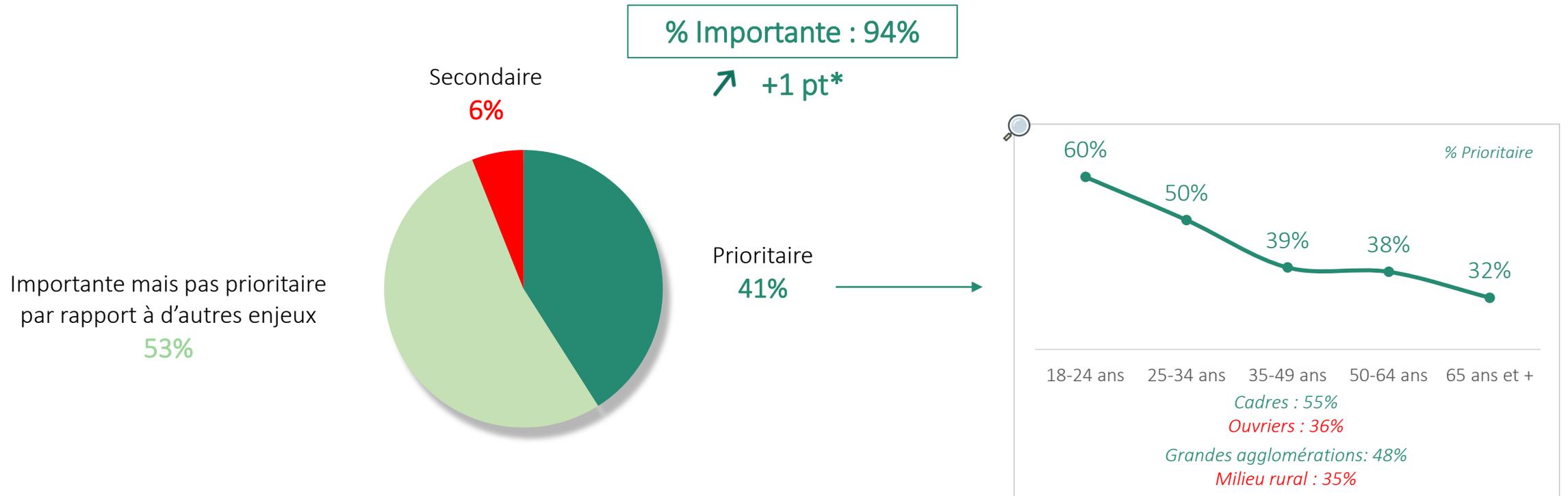
Quelle est la place  
des préoccupations  
écologiques chez les  
Français en 2022 ?



# En comparaison à 2021, la protection de l'environnement est toujours aussi fondamentale pour les Français



Diriez-vous que la protection de l'environnement est pour vous...

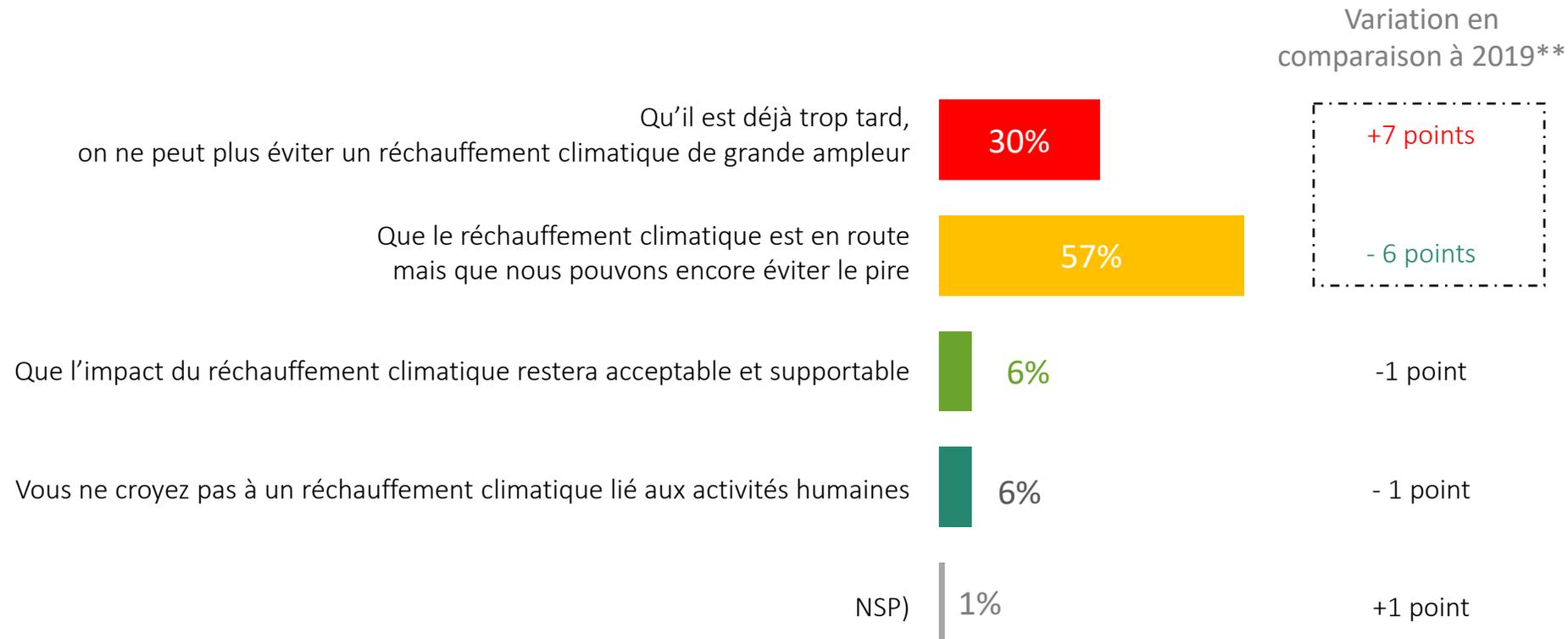


# Après l'été 2022, le sentiment d'urgence face au réchauffement climatique a progressé de 7 points en comparaison à il y a 3 ans



Quand vous pensez au réchauffement climatique, diriez-vous plutôt...

SONDAGE ODOXA POUR FRANCE BLEU RÉALISÉ DU 24 AU 25 AOÛT 2022



\*\*Baromètre politique Odoxa pour la Presse régionale, France Inter et L'Express, juin 2019

# Et pour 6 Français sur 10, il faut poursuivre les politiques d'environnement en période de crise qui ne sont pas incompatibles avec la croissance et l'emploi

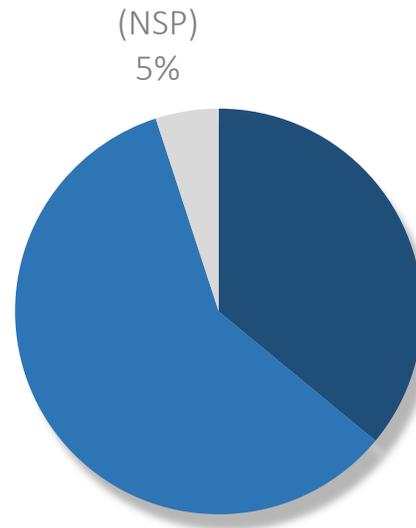


De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le/la plus proche concernant les politiques d'environnement en période de crise ?

En période de crise, il faut au contraire poursuivre les politiques d'environnement car celles-ci ne sont pas incompatibles avec la croissance et l'emploi

**59%**

Cadres (65%)  
Agglomération parisienne (65%)  
18-24 ans (63%)  
Habitants de Métropoles (63%)



En période de crise les responsables politiques doivent avant tout s'occuper de croissance et d'emploi et moins d'environnement

**36%**

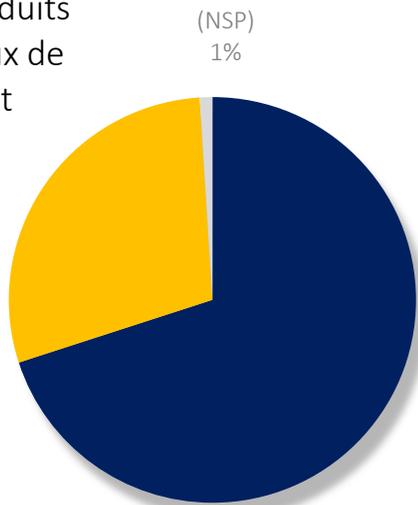
Ouvriers (42%)  
Indépendants (40%)  
Foyers les plus modestes (39%)

# Mais au quotidien, seuls 3 Français sur 10 privilégient les produits les plus respectueux de l'environnement



Dans votre vie de tous les jours, diriez-vous que vous avez plutôt tendance... ?

A privilégier les produits les plus respectueux de l'environnement  
**29%**



A privilégier les produits vous offrant le meilleur rapport qualité-prix  
**70%**



## RAPPEL DE NOS SONDAGES RÉCENTS

Le pouvoir d'achat est la principale préoccupation des Français (57%)\*  
91% des Français se disent inquiets du niveau de l'inflation\*\*

Sexe



Âge



Activité



Habitat



	Les plus respectueux de l'environnement	Le meilleur rapport qualité-prix
<b>France</b>	<b>29%</b>	<b>70%</b>
Hommes	29%	71%
Femmes	30%	69%
18-24 ans	36%	63%
25-34 ans	29%	70%
35-49 ans	28%	72%
50-64 ans	32%	68%
65 ans et plus	26%	73%
Salariés	28%	72%
Indépendants	30%	70%
Cadres	28%	71%
Prof. Intermédiaires	32%	68%
Employés	31%	69%
Ouvriers	20%	80%
Retraités	26%	72%
Elèves, étudiants	41%	59%
Autres inactifs	37%	62%
Communes rurales	26%	74%
Petites villes	26%	73%
Villes moyennes	22%	77%
Métropoles	30%	68%
Agglomération parisienne	41%	59%

**Empreinte  
carbone :  
quelles sont les  
connaissances et  
opinions du grand  
public en 2022 ?**



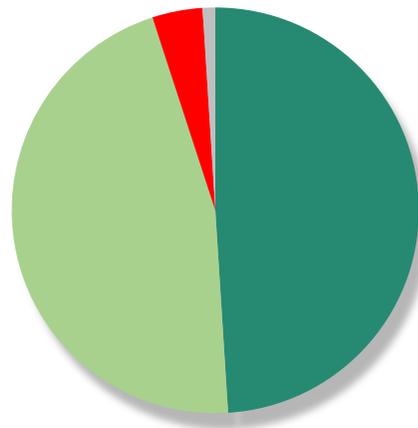
# En comparaison à il y a 1 an, la notoriété du concept d'empreinte carbone n'a pas particulièrement progressé chez les Français



Avez-vous déjà entendu parler de l'empreinte carbone ?

**% Ont déjà entendu parler de l'empreinte carbone : 95%**

Non, vous ne savez pas ce dont il s'agit : **4%** (NSP) 1%

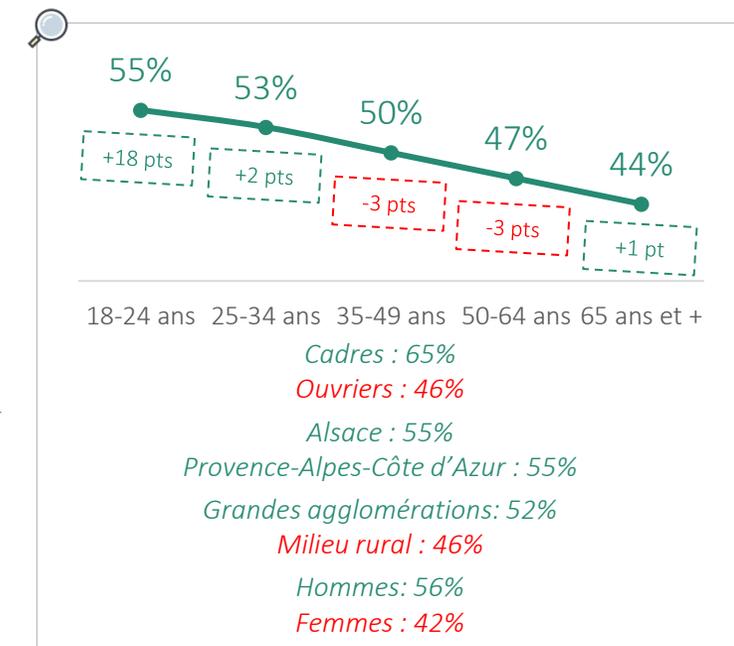


Oui mais vous ne savez pas très bien de quoi il s'agit  
**46%**

Oui et vous savez précisément ce dont il s'agit  
**49%**

↗ **+2 pts** en 1 an\*

↗ **+1 pt** en 1 an\*



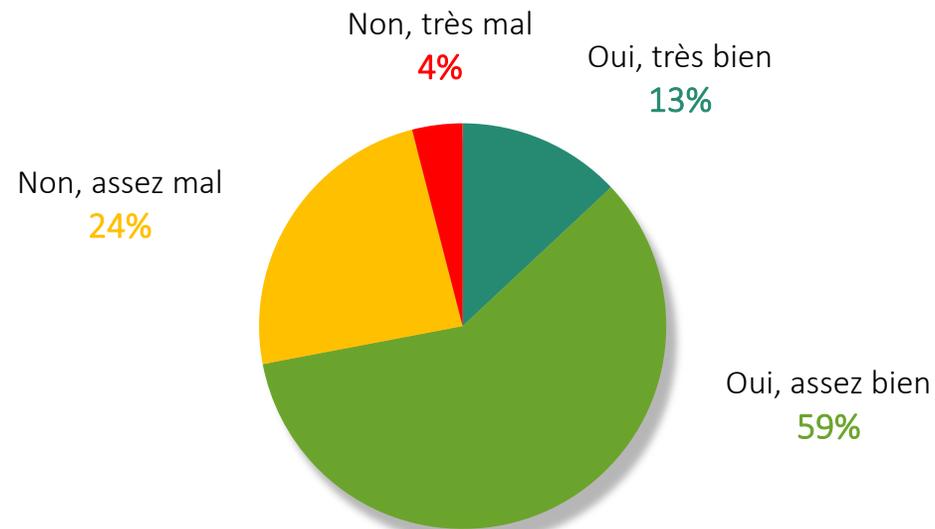
Une présentation de la notion d'empreinte carbone était ensuite détaillée aux interviewés avant la suite du questionnaire

# 7 Français sur 10 savent ce qu'il faut faire pour réduire son empreinte carbone... mais seuls 13% le savent très bien.

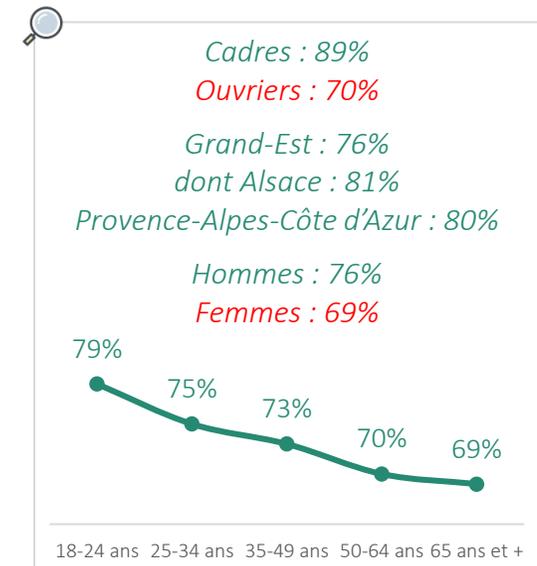


Globalement, diriez-vous que savez ce qu'il faut faire pour réduire son empreinte carbone ?

**% Non : 28%**



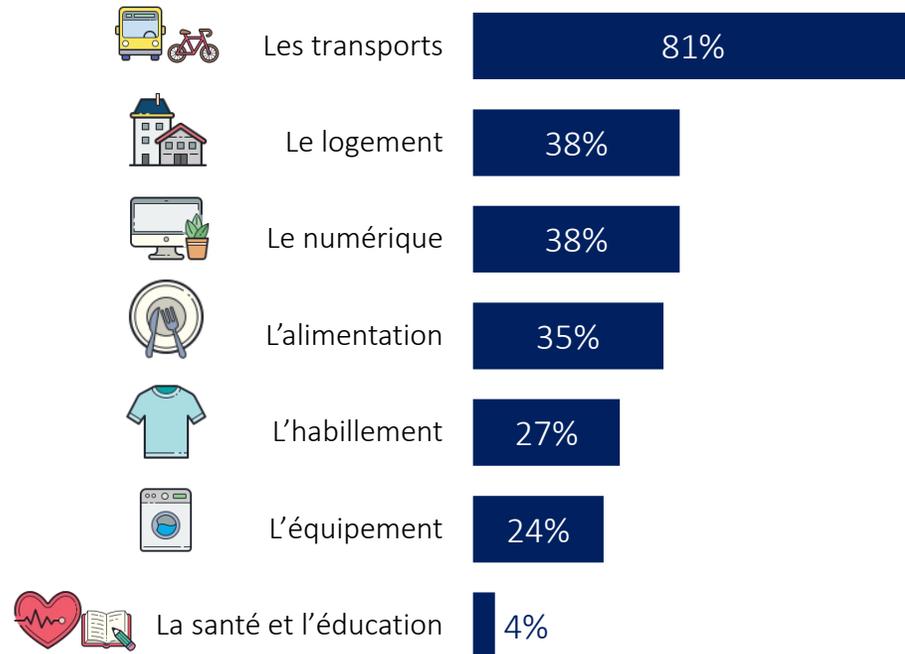
**% Oui : 72%**



# Pour les Français, c'est dans les transports que nous produisons le plus de gaz à effet de serre alors que les pollutions liées au logement et à l'alimentation sont moins identifiées et que celles liées aux numérique le sont trop



D'après vous, quels sont les domaines dans lesquels nous produisons le plus de gaz à effet de serre (CO2, CH4...) dans notre vie quotidienne ?  
3 réponses possibles



Part de la production de CO2 des Français

29%

27%

5%

25%

8%

4%

2%

Source Ademe, GreenIT, MyCO2 pour Carbone 4 d'après le Ministère de la Transition Ecologique et le Haut Conseil pour le Climat

Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies

Empreinte  
carbone : où en  
est l'implication  
individuelle des  
Français ?



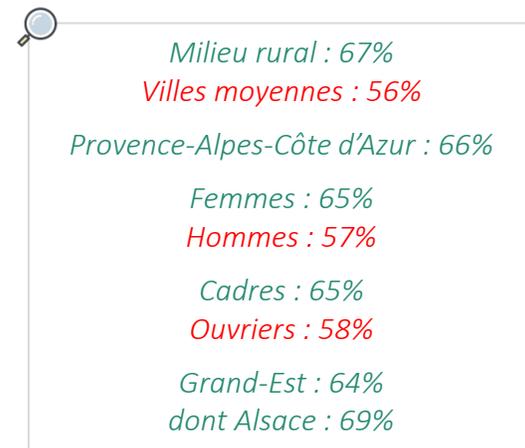
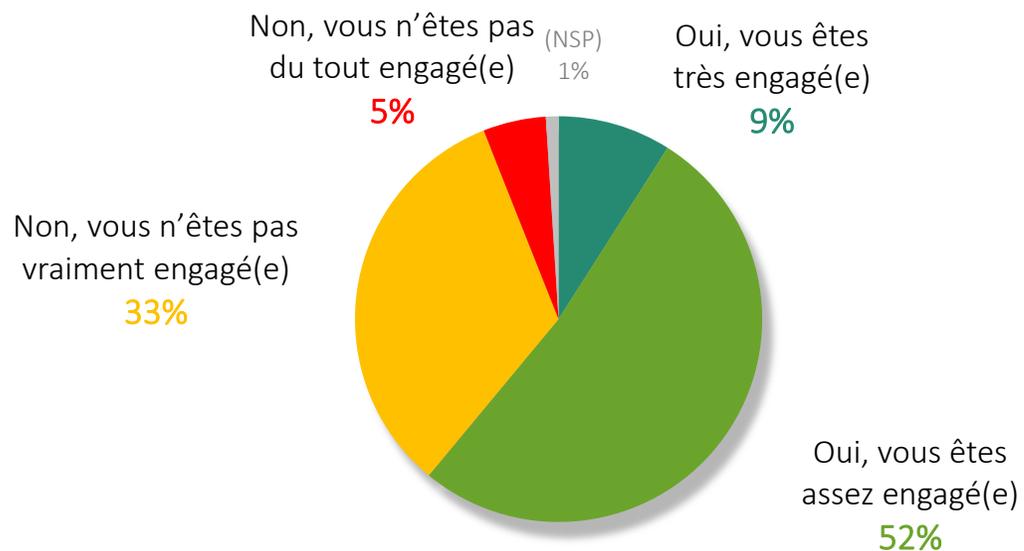
# Au quotidien, 6 Français sur 10 déclarent faire tout ce qu'ils peuvent pour réduire leur empreinte carbone mais uniquement 9% se considèrent très engagés



Aujourd'hui, au quotidien, diriez-vous que vous faites tout ce que vous pouvez pour réduire votre empreinte carbone ?

**% Non : 38%**

**% Oui : 61%**



# Pour expliquer leur engagement limité, les Français mettent spontanément en avant des freins économiques, culturels et le souhait d'être accompagnés



Aux Français qui ne se disent pas « très engagés » - QUESTION OUVERTE - Sélection de verbatim

Pour quelles raisons ne faites-vous pas tout ce que vous pouvez pour limiter votre empreinte carbone ?

## FREINS ECONOMIQUES

« C'est très compliqué, trop cher pour nous les citoyens au SMIC »

« C'est trop coûteux et toujours au consommateur de payer alors que les grands groupes ne font que s'enrichir. »

« Je manque de moyens. Le bio reste assez cher. Un véhicule électrique reste assez inaccessible. En habitant la campagne il est difficile de s'en passer pour aller travailler tous les jours. »

« J'essaie de faire moins de choses en voiture mais l'alimentation reste un point où les produits venant de l'étranger sont assez peu chers par rapport aux produits français »

## RESIGNATION

« J'ai 73 ans, écolo depuis 50 ans, je sais qu'il n'y a plus rien à faire, le processus est déjà trop avancé pour enrayer le dérèglement climatique, c'est exponentiel. »

« J'essaie de faire mon maximum pour limiter notre empreinte carbone mais je ne sais pas comment faire, pour le reste c'est un peu difficile. »

« Je ne peux pas faire plus. Utiliser ma voiture pour le travail et les courses est indispensable en secteur rural. »

« A la campagne nous ne pouvons pas nous passer de voitures et surtout quand il n'y a pas de transport en communs. »

## FREINS CULTURELS

« Je fais beaucoup de choses mais on ne peut pas se priver de tout le confort dont on a besoin car la société a évolué et le retour en arrière est trop difficile. »

« Certaines habitudes de vie sont trop ancrées. »

« Parce qu'on est tous dans un système de sur consommation qui est trop facile sans contraintes imposées »

« J'aime profiter de loisirs et je ne veux pas me couper du monde »

## SOUHAIT QUE L'EFFORT NE REPOSE PAS UNIQUEMENT SUR LES CITOYENS

« Je pense que c'est au gouvernement de faire des efforts pour aider les gens qui ont de très petits moyens »

« Je ne suis pas le seul en jeu. Quand je vois que les politiques se déplacent pour le moindre petit trajet en avion, qu'ils montrent l'exemple. »

« Quand on voit les résultats des COP internationaux, cela n'encourage pas individuellement »

« Je pense qu'il faudrait d'abord contraindre les grands groupes et industries car ce sont eux qui ont les plus fortes empreintes carbone. »

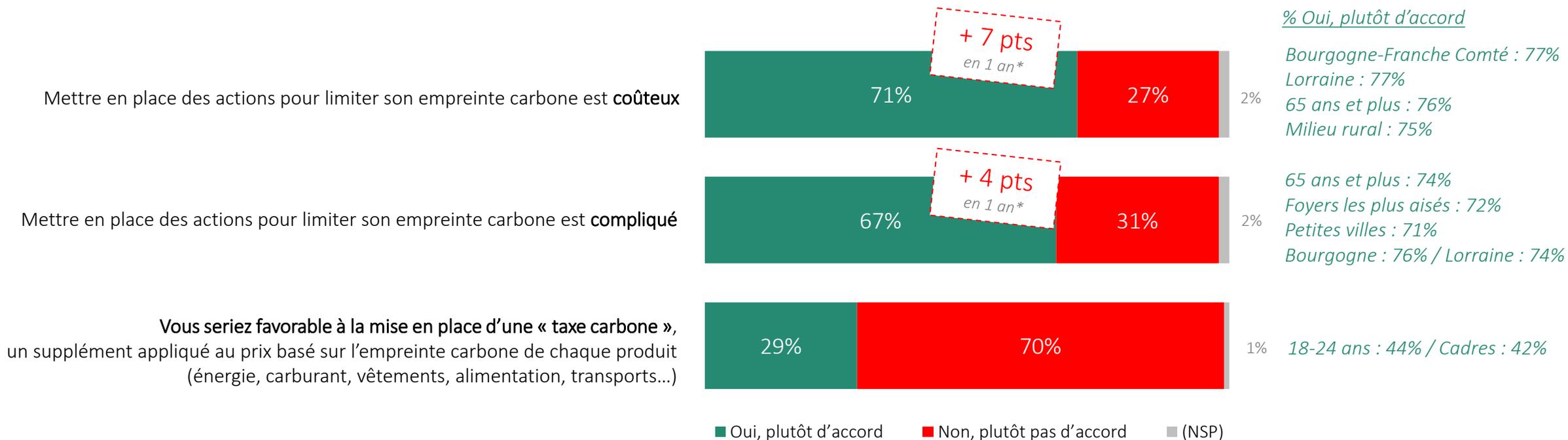
"C'est créer beaucoup de contraintes individuelles mais les industries, les transports ne font pas grand chose pour limiter leurs effets néfastes !!! "

« Il m'arrive de ne pas faire par manque de moyens financiers ou parce que ce sont plutôt les communes et l'Etat qui devraient mettre en place des actions. »

# Et dans le contexte économique morose actuel, 7 sur 10 sont opposés à la mise en place d'une « taxe carbone » et ils sont plus nombreux cette année à considérer que limiter son empreinte carbone est coûteux et compliqué



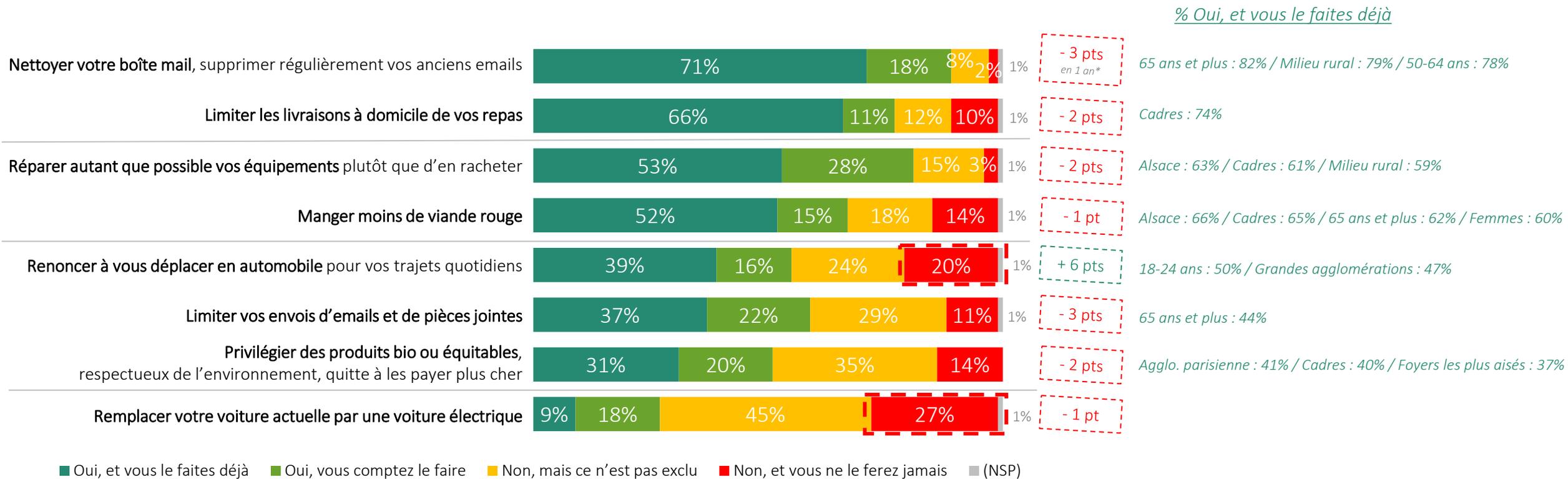
En ce qui vous concerne, êtes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ?



# Et dans les faits, seules certaines éco-pratiques ont été mises en place par les Français et leur adoption stagne alors qu'il demeure une part significative de réfractaires concernant notamment la mobilité et les transports



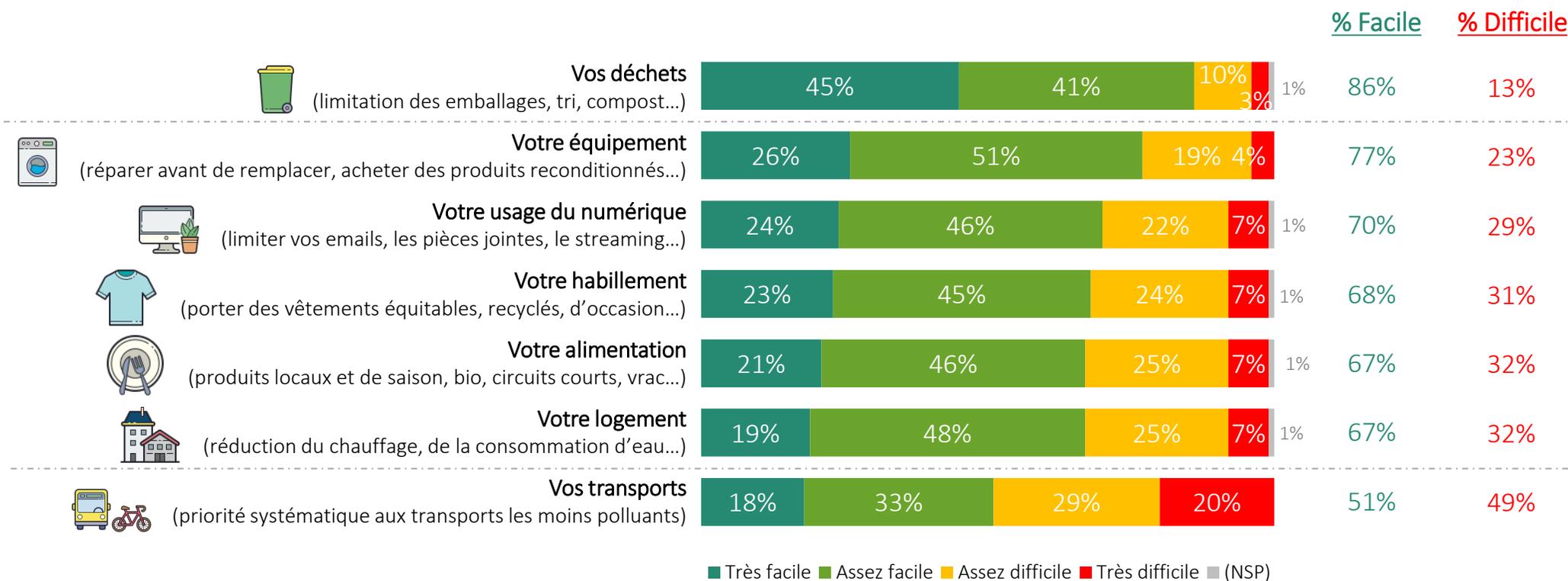
Pour chacune de ces actions permettant de réduire votre empreinte carbone, dites-nous si vous seriez prêt(e) à l'adopter ou non.



# Les Français pourraient facilement changer certaines habitudes du quotidien pour réduire leur empreinte carbone (concernant leurs déchets et équipements notamment) mais ils expriment plus de réticences dans les domaines pourtant les plus producteurs en CO2



Dans chacun des domaines suivants, diriez-vous qu'il vous serait très facile, assez facile, assez difficile ou très difficile de changer vos habitudes quotidiennes pour réduire votre empreinte carbone ?



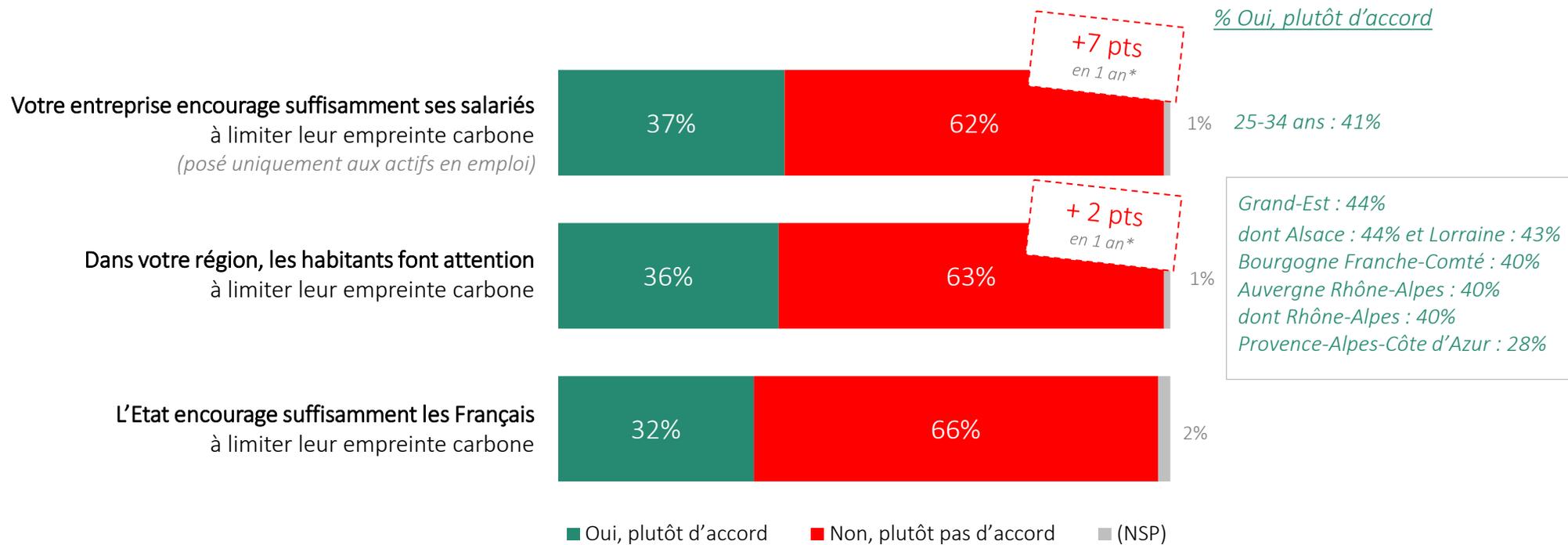
Quels leviers  
permettraient de  
renforcer  
l'engagement  
citoyen ?



# Pour les Français, ni leurs concitoyens, ni les entreprises, ni l'Etat n'encouragent suffisamment les pratiques exemplaires pour limiter notre empreinte carbone



En ce qui vous concerne, êtes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ?

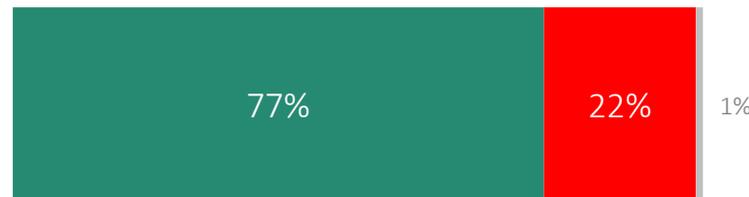


# Les Français sont très majoritairement convaincus que réduire « vraiment » notre empreinte carbone implique de changer toute notre manière de vivre et ils jugent que c'est l'Etat qui doit conduire ce changement

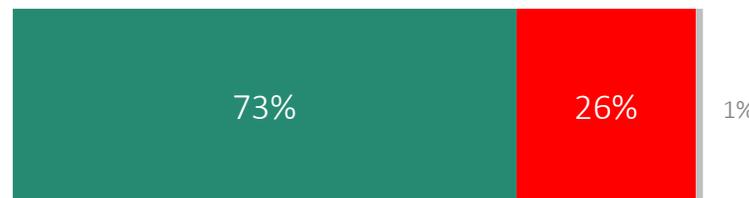


En ce qui vous concerne, êtes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ?

Pour vraiment réduire notre empreinte carbone, il ne faut pas seulement changer de petites choses mais toute notre manière de vivre



Ce n'est pas au niveau des individus que les choses doivent évoluer en priorité, c'est à l'Etat de donner aux Français plus de moyens pour réduire leur empreinte carbone



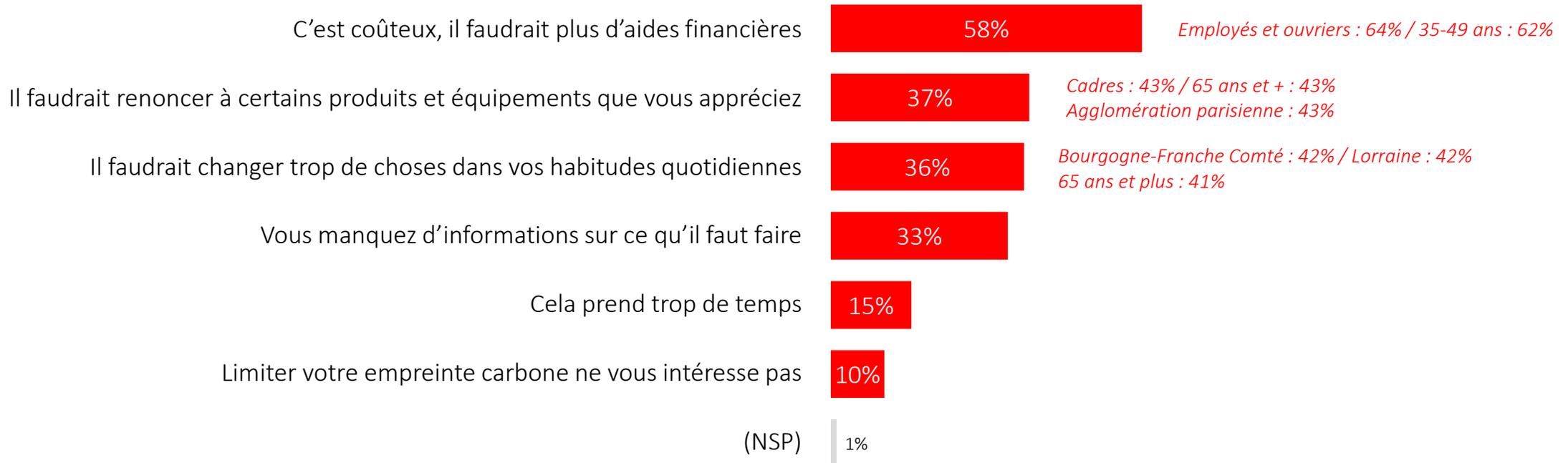
■ Oui, plutôt d'accord ■ Non, plutôt pas d'accord ■ (NSP)

# Et pour une majorité de Français non-engagés, limiter son empreinte carbone est avant tout coûteux et nécessite plus d'aides financières (58%)



Aux Français qui ne se disent pas « très engagés »

Parmi les raisons suivantes, quelles sont celles qui expliquent le mieux pourquoi vous ne faites pas tout ce que vous pouvez pour limiter votre empreinte carbone ? 3 réponses possibles

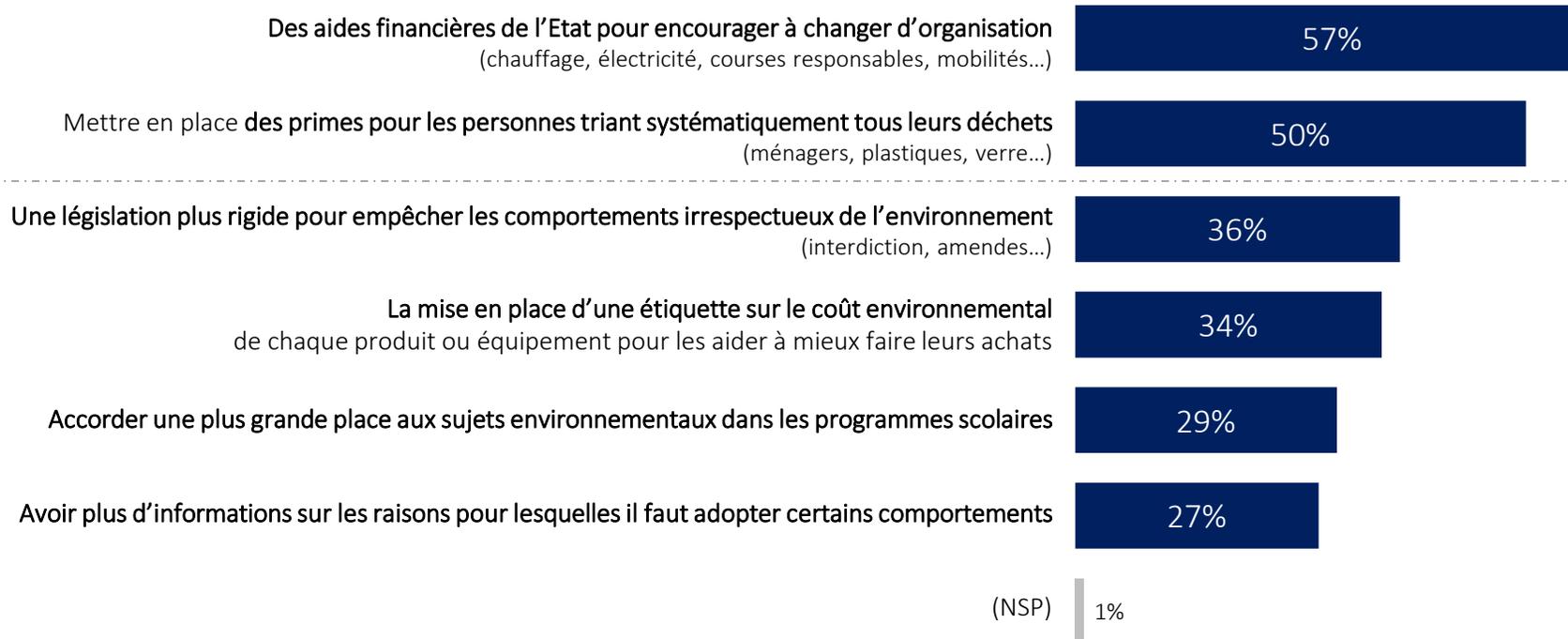


1 Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies

# Dans la population nationale, les souhaits d'accompagnement des Français sont prioritairement tournés vers les aides financières



Parmi les propositions suivantes, quelles seraient selon vous les plus efficaces pour inciter les Français à réduire leur empreinte carbone ?  
3 réponses possibles

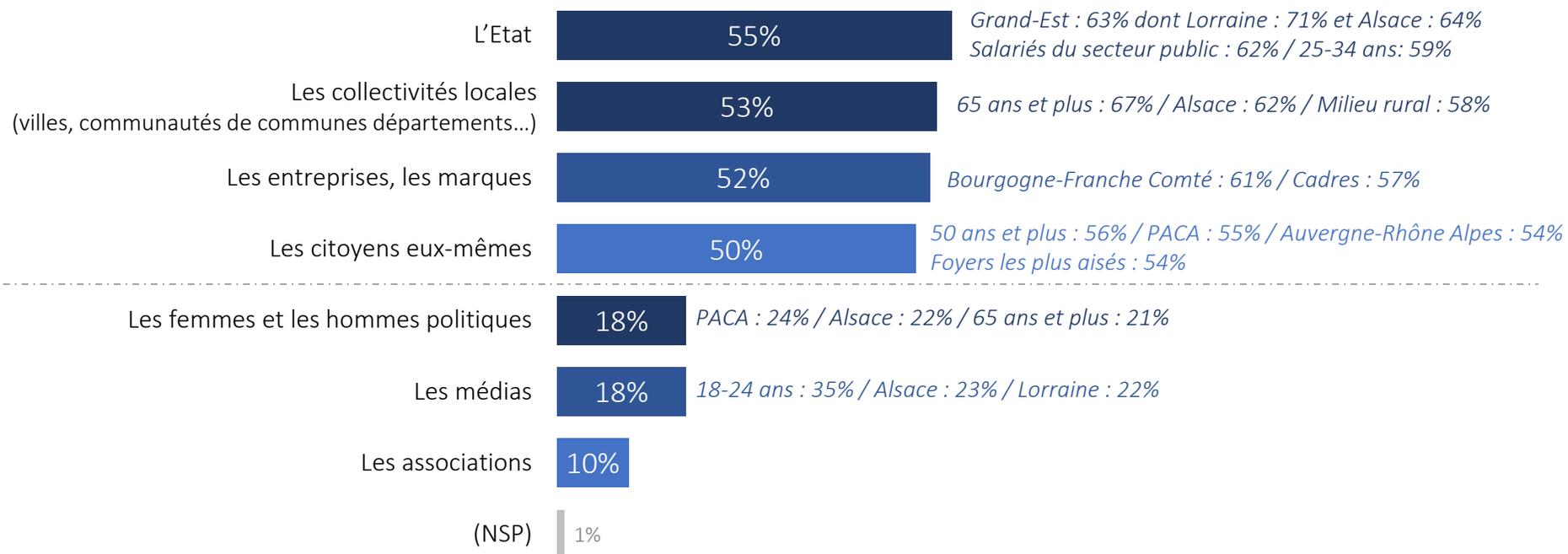


❗ Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies

# Ils considèrent qu'une implication à tous les niveaux est nécessaire pour inciter l'ensemble des Français à agir



D'après vous, parmi les acteurs suivants, quels sont ceux qui pourraient le plus fortement inciter les Français à agir pour limiter leur empreinte carbone ?  
3 réponses possibles

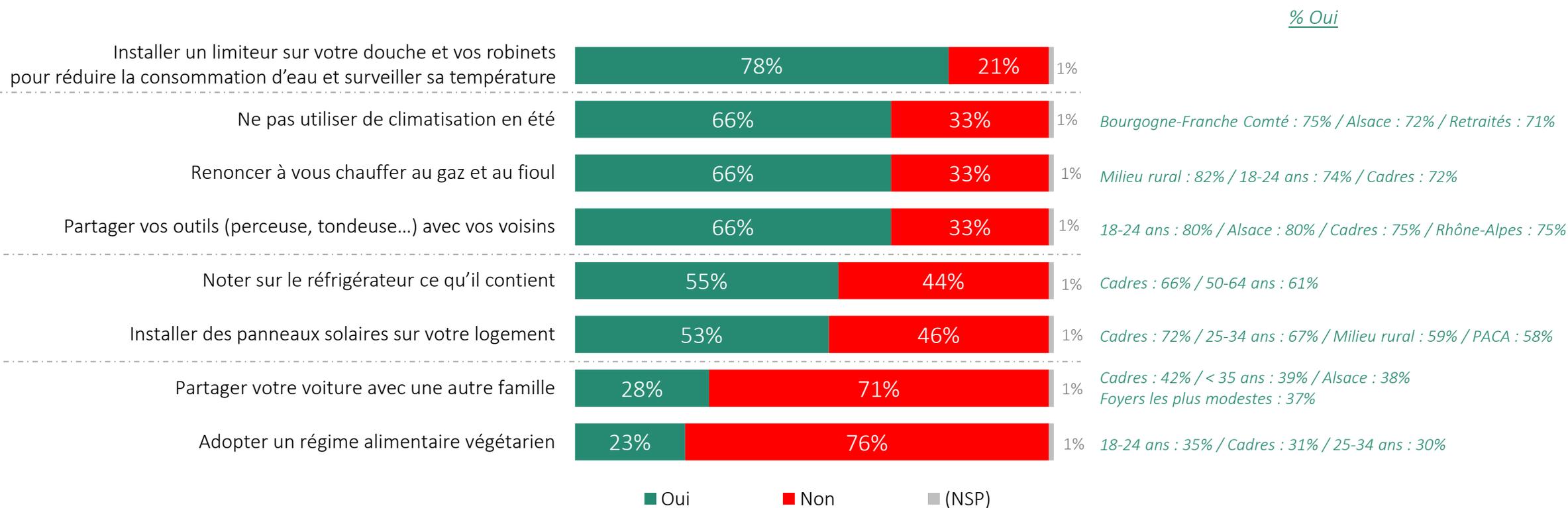


Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies

# Au quotidien, les Français adopteraient facilement des solutions leur permettant de faire des économies (sur l'eau, la climatisation, le chauffage et l'équipement) mais ils seraient beaucoup plus réticents à partager leur automobile ou à revoir leur régime alimentaire



Pour chacune des solutions concrètes suivantes qui font partie des bonnes pratiques pour réduire son empreinte carbone et sa consommation d'énergie, seriez-vous prêt(e) à les adopter dans votre foyer ?



**Synthèse détaillée  
des principaux  
enseignements**



# Synthèse détaillée des résultats (1/6)

## LES PRÉOCCUPATIONS ÉCOLOGIQUES DES FRANÇAIS DEMEURENT TRÈS ÉLEVÉES EN 2022

En comparaison à 2021, **la protection de l'environnement est toujours aussi fondamentale pour les Français** : 94% la jugent importante (+1pt) et 41% prioritaire. L'opinion selon laquelle la protection de l'environnement est prioritaire est majoritaire chez les cadres (55% contre 36% chez les ouvriers) et il faut noter qu'elle diminue avec l'âge passant de 60% chez les 18-24 ans à 50% chez les 25-34 ans, 39% chez les 35-49 ans et 38% chez les 50-64 ans avant d'atteindre un « plancher » à 32% chez les 65 ans et plus.

Après l'été 2022, **le sentiment d'urgence face au réchauffement climatique a progressé de 7 points en comparaison à il y a 3 ans** : 30% des Français considèrent désormais qu'il est déjà trop tard, on ne peut plus éviter un réchauffement climatique de grande ampleur contre 23% en juin 2019. Légèrement en retrait, une majorité de 57% de Français demeurent raisonnablement optimistes, jugeant que l'on peut encore éviter le pire mais cette proportion a notablement fondu en 3 ans, puisqu'elle a perdu 6 points. Enfin, seuls 6% des Français ne croient pas à un réchauffement climatique (-1 point en 3 ans) et 6% ne nient pas ce réchauffement mais jugent qu'il restera « acceptable et supportable » (- 1 point également).

Et pour 6 Français sur 10 (59%), **il faut poursuivre les politiques d'environnement en période de crise car elles ne sont pas incompatibles avec la croissance et l'emploi** alors qu'à l'inverse, seuls 36% des Français jugent que face à une crise les responsables politiques doivent avant tout s'occuper de croissance et d'emploi et moins d'environnement. Dans le contexte actuel de crise économique mondialisée, le sentiment est donc majoritaire que les politiques environnementales ne doivent pas être mises de côté, une opinion plus fortement partagée encore chez les 18-24 ans (63%), les cadres (65%), les habitants de Métropoles (63%) et de l'agglomération parisienne (65%).

## MAIS LE CONTEXTE INFLATIONNISTE PÈSE SUR L'ENGAGEMENT QUOTIDIEN ET L'IMPLICATION CITOYENNE PLAFONNE, NOTAMMENT DANS LES DOMAINES LES PLUS PRODUCTEURS DE CO2

Aujourd'hui : **seuls 3 Français sur 10 privilégient les produits les plus respectueux de l'environnement** (29%) quand 70% privilégient les produits offrant le meilleur rapport qualité-prix. Et tandis que le pouvoir d'achat est la principale préoccupation des Français et que 9 Français sur 10 se disent inquiets de la progression actuelle de l'inflation (Odoxa, juin 2022), seuls 3 Français sur 10 privilégient les produits les plus respectueux de l'environnement, et plus particulièrement les jeunes (41% des étudiants, 36% des 18-24 ans) et les habitants de l'agglomération parisienne (41%). A contrario, **ce sont donc 7 Français sur 10 (70%) qui privilégient les produits leur offrant le meilleur rapport-qualité prix**. Cette tendance nettement majoritaire dans la population nationale est notamment plus présente encore chez les ouvriers (80%) et les habitants de communes rurales (74%), de petites villes (73%) et de villes moyennes (77%).

## Synthèse détaillée des résultats (2/6)

### EMPREINTE CARBONE : CE CONCEPT DEMEURE MAL MAITRISÉ ET LE SENTIMENT QUE LIMITER SON EMPREINTE CARBONE EST COÛTEUX ET COMPLIQUÉ PROGRESSE

En comparaison à il y a 1 an, **la notoriété du concept d'empreinte carbone n'a pas particulièrement progressé**. Si les Français en ont quasiment tous déjà entendu parler (95% ; +2 pts), seul 1 Français sur 2 (49%, +1pt) sait précisément ce dont il s'agit. Parmi ceux qui maîtrisent le mieux cette notion, on trouve les cadres (65%) et les hommes (56%) et il faut souligner que la connaissance précise du concept d'empreinte carbone diminue significativement avec l'âge, passant de 55% chez les moins de 25 ans à 44% chez les 65 ans et plus.

**7 Français sur 10 disent savoir ce qu'il faut faire pour réduire son empreinte carbone... mais seuls 13% le savent très bien**. Les personnes déclarant le plus savoir ce qu'il faut faire pour réduire leur empreinte carbone sont aussi celles qui déclarent le mieux connaître cette notion comme notamment les cadres (89%) et les hommes (76%). Nous pouvons d'ailleurs observer ici aussi une décroissance de l'aptitude déclarée par âge quant à savoir ce qu'il faut faire pour réduire son empreinte carbone (de 79% chez les 18-24 ans à 69% chez les 65 ans et plus).

**Les Français ont bien en tête que les transports sont très polluants mais sous-estiment le poids du logement et de l'alimentation dans nos émissions de CO2 et sur-estiment celui du numérique**. Pour 81% d'entre eux, c'est dans les transports (29% de nos émissions) que nous produisons le plus de gaz à effet de serre alors que les pollutions liées au logement (38% de citations, 27% de nos émissions) et à l'alimentation (35%, 25% de nos émissions) sont bien moins identifiées et que celles liées au numérique (38%, 5% de nos émissions) le sont trop.

### L'IMPLICATION INDIVIDUELLE DES FRANÇAIS POUR LIMITER LEUR EMPREINTE CARBONE SEMBLE PLAFONNER EN 2022 ET CEUX-CI SONT RÉTICENTS À FAIRE PLUS D'EFFORTS DANS LES DOMAINES LES PLUS PRODUCTEURS DE CO2

Au quotidien, **6 Français sur 10 déclarent faire tout ce qu'ils peuvent pour réduire leur empreinte carbone mais uniquement 9% se considèrent très engagés**. Parmi ceux qui se considèrent les plus engagés, on trouve les habitants de milieux ruraux (67%) et des régions PACA (66%) et Grand-Est (64%) ainsi que les femmes et les cadres (65%).

Pour expliquer leur engagement limité, les Français mettent spontanément en avant **des freins économiques et culturels** ou de la **résignation** (citations des répondants ci-dessous).

« C'est trop coûteux et toujours au consommateur de payer alors que les grands groupes ne font que s'enrichir. »

« C'est très compliqué, trop cher pour nous les citoyens au SMIC »

« Certaines habitudes de vie sont trop ancrées. »- « Je fais beaucoup de choses mais on ne peut pas se priver de tout le confort dont on a besoin, la société a évolué et le retour en arrière est trop difficile. »

« J'ai 73 ans, écolo depuis 50 ans, je sais qu'il n'y a plus rien à faire, le processus est déjà trop avancé pour enrayer le dérèglement climatique, c'est exponentiel. »

## Synthèse détaillée des résultats (3/6)

Ils expriment également de façon notable **le souhait que l'effort ne repose pas uniquement sur les citoyens.**

« Il m'arrive de ne pas faire par manque de moyens financiers ou parce que ce sont plutôt les communes et l'Etat qui devraient mettre en place des actions. »  
« Je pense que c'est au gouvernement de faire des efforts pour aider les gens qui ont de très petits moyens »

Et dans les faits, **l'adoption d'éco-pratiques par les Français a tendance à stagner.**

- 2 pratiques ont déjà été largement adoptées : nettoyer sa boîte mail et supprimer régulièrement les anciens mails (71% des Français nous disent qu'ils le font déjà, -3pts vs 2021) et limiter la livraison de repas à domicile (66%, -2pts).
- 2 pratiques ont également majoritairement été adoptées mais à un niveau moindre : réparer les équipements autant que possible plutôt que d'en racheter (53%, -2pts) et manger moins de viande rouge (52%, -1pt).
- 2 pratiques sont encore en cours d'adoption limiter vos envois d'email et de pièces-jointes (37%, -3pts) et privilégier des produits bio et équitables, quitte à les payer plus cher (31%, -2pts).

Et il demeure une part significative de réfractaires concernant la mobilité et les transports. 39% déclarent qu'ils ont renoncé à se déplacer en automobile pour leurs trajets quotidiens et cette tendance progresse significativement en 2022 (+6pts) mais la possibilité de remplacer son véhicule thermique par une voiture électrique est toujours rejetée. 9% des Français nous disent qu'ils l'ont déjà fait alors que 18% pourraient le faire, 45% ne l'excluent pas et 27% déclarent qu'ils ne le feront jamais.

Dans le contexte économique morose actuel, **les Français sont plus nombreux cette année à considérer que limiter son empreinte carbone est coûteux (71%, +7pts) et compliqué (67%, +4pts).** Ce sentiment, en hausse, est plus partagé par les plus âgés (chez les 65 ans et +, 76% estiment que c'est coûteux et 74% que c'est compliqué). Parmi ceux qui jugent plus que la moyenne que limiter son empreinte carbone est coûteux, on trouve les habitants de milieux ruraux (75%) et des régions Bourgogne-Franche-Comté et Lorraine (77%).

**7 Français sur 10 (70%) sont opposés à la mise en place d'une taxe carbone,** c'est-à-dire un supplément appliqué au prix basé sur l'empreinte carbone de chaque produit (énergie, carburant, vêtements, alimentation, transports...), quand seuls 29% y sont favorables. Ce sont les jeunes (18-24 ans : 44%) et les cadres (42%) qui seraient les plus favorables à la mise en place d'une telle taxe.

## Synthèse détaillée des résultats (4/6)

Globalement, les Français disent qu'ils pourraient facilement changer certaines habitudes du quotidien pour réduire leur empreinte carbone (concernant leurs déchets et équipements notamment) mais ils expriment **plus de réticences dans les domaines pourtant les plus producteurs en CO2 que sont les transports et l'alimentation**. Quand on les interroge au sujet de la facilité qu'ils auraient à changer certaines habitudes de leur quotidien pour réduire leur empreinte carbone, on constate que celles pour lesquelles ils nous disent majoritairement que ce serait facile concernent des domaines produisant peu de CO2 ou dans lesquels de nombreuses éco-pratiques ont déjà été adoptées.

On retrouve en tête les déchets (limitation des emballages, tri, compost...) : 86% des Français nous disent qu'il leur serait facile de changer leurs habitudes quotidiennes pour réduire leur empreinte carbone dans ce domaine. Concernant leurs équipements (réparer avant de remplacer, acheter des produits reconditionnés...), 77% disent qu'un changement des habitudes quotidiennes serait facile.

En revanche, dans les domaines de l'habillement (porter des vêtements équitables, recyclés, d'occasion...), de l'alimentation (produits locaux et de saison, bio, circuits courts, vrac...) et du logement (réduction du chauffage, de la consommation d'eau...), on observe qu'un tiers des Français estime qu'il serait difficile de changer leurs habitudes. Et au plus haut, **près d'un Français sur deux (49%) a indiqué qu'il serait difficile de changer ses habitudes concernant les transports** (priorité systématique aux transports les moins polluants), domaine fortement producteur en CO2.

**POUR BRISER LE PLAFOND DE VERRE DE L'IMPLICATION PERSONNELLE, UN ENGAGEMENT PLUS IMPORTANT DE L'ÉTAT EST ATTENDU, À TRAVERS DES AIDES FINANCIÈRES NOTAMMENT**

Les Français sont très majoritairement convaincus que réduire « vraiment » notre empreinte carbone implique de changer toute notre manière de vivre (77%) et ils jugent que **c'est l'Etat qui doit conduire ce changement (73%)**

Pour les trois quarts des Français, c'est en effet à l'Etat de donner plus de moyens aux citoyens afin de les inciter à réduire leur empreinte carbone car ce n'est pas au niveau des individus que les choses doivent évoluer en priorité. Et selon eux, **l'Etat (55%), les collectivités locales (53%), les entreprises, les marques (52%) et les citoyens eux-mêmes (50%) sont les acteurs qui pourraient le plus fortement inciter les Français à agir** pour limiter leur empreinte carbone. En retrait, moins cités, les femmes et les hommes politiques (18%), les médias (18%) ainsi que les associations (10%) semblent être des acteurs moins légitimes.

## Synthèse détaillée des résultats (5/6)

Aujourd'hui, **les Français conviennent que l'implication de l'ensemble des acteurs concernés n'est pas assez importante**. Ils estiment que les habitants de leur région ne font pas attention à limiter leur empreinte carbone (63% ; +2 pts depuis notre mesure de 2021, 73% en Île de France, 72% en PACA) et que ni leur entreprise (62% ; +7 pts depuis notre mesure de 2021), ni l'Etat (66%) n'encouragent suffisamment les pratiques exemplaires en matière de limitation de son empreinte carbone, dépeignant un environnement peu incitatif pour les Français.

Parmi les Français ne se disant pas très engagés, une majorité jugent que **limiter son empreinte carbone est avant tout coûteux et nécessite plus d'aides financières** (58%). Ce sentiment se retrouve plus fortement chez les employés et ouvriers (64%). Chez ces personnes moins engagées, limiter son empreinte carbone c'est aussi, dans une moindre mesure, renoncer à certains produits et équipements qu'on apprécie (37%), un changement trop important dans les habitudes quotidiennes (36%) et ils estiment également manquer d'informations sur ce qu'il faut faire (33%).

**Après de l'ensemble des Français, les souhaits d'accompagnement sont prioritairement tournés vers un soutien matériel** : aides financières de l'Etat pour encourager à changer d'organisation (57%) et primes pour les personnes triant systématiquement tous leurs déchets (50%).

Pour 6 Français sur 10 en effet, les aides qui seraient les plus efficaces pour inciter les Français à réduire leur empreinte carbone sont les aides financières de l'Etat pour encourager à changer d'organisation (chauffage, électricité, courses responsables, mobilités...). En deuxième position à un niveau proche, la moitié d'entre eux jugent également que la mise en place de primes pour les personnes triant systématiquement tous leurs déchets (ménagers, plastiques, verre...) serait efficace. L'attrait majoritaire pour ce dernier point s'explique aisément. Le fait de trier systématiquement ses déchets est une pratique que 81% des Français nous disaient avoir déjà adoptée en 2021. Et ils sont 86% à indiquer dans notre sondage qu'ils pourraient facilement changer leurs habitudes quotidiennes en la matière. Il n'est donc pas étonnant que ces derniers soient favorables à la mise en place d'une prime concernant le tri de leurs déchets, celle-ci venant récompenser des efforts qu'ils sont déjà en train de mettre en œuvre.

Viennent ensuite à des niveaux moins élevés d'efficacité présumée le souhait d'une législation plus rigide pour empêcher les comportements irrespectueux de l'environnement (36%) et la mise en place d'une étiquette sur le coût environnemental de chaque produit ou équipement pour aider à mieux faire ses achats (34%). Quant aux aspects préventifs et informatifs, ils sont moins cités et semblent donc potentiellement moins efficaces aux yeux des Français. En effet, accorder une plus grande place aux sujets environnementaux dans les programmes scolaires (29%) et avoir plus d'informations sur les raisons pour lesquelles il faut adopter certains comportements (27%) sont les accompagnements considérés comme ceux qui seraient les moins efficaces parmi ceux testés dans notre sondage.

## Synthèse détaillée des résultats (6/6)

En matière d'accompagnement, le poids de l'incitation économique est significatif : au quotidien, les Français adopteraient facilement des solutions leur permettant de faire des économies (sur l'eau, la climatisation, le chauffage et l'équipement) mais ils seraient beaucoup plus réticents à partager leur automobile ou à revoir leur régime alimentaire

Prêt de 8 Français sur 10 (78%) seraient prêts à installer un limiteur sur leur douche et leur robinet pour réduire la consommation d'eau de leur foyer, et 7 sur 10 à ne pas utiliser de climatisation en été (66%), à renoncer à se chauffer au gaz et au fioul (66%) et à partager leurs outils (perceuse, tondeuse...) avec leurs voisins (66%).

Dans une moindre mesure, 55% des Français seraient prêts à noter sur le réfrigérateur ce qu'il contient et 53% à installer des panneaux solaires sur leur logement. A l'inverse, deux éco-pratiques qui concernent les transports et l'alimentation, domaines dans lesquels les Français sont moins velléitaires, sont majoritairement rejetées par les Français : partager leur automobile avec une autre famille (71% ne serait pas prêts à le faire) et adopter un régime alimentaire végétarien (76%).

Erwan Lestrohan, Directeur Conseil, Odoxa